

et noir, décembre dans l'Histoire

membres de l'ONU qui hésitaient encore à reconnaître le GPRA et la guerre menée par le FLN/ALN contre le colonialisme.

Cette énergie, dont avait parlé le président Ferhat Abbas, sera encore utilisée en avril 1961 pour dénoncer la déclaration de Louis Joxe à Oran qui demandait la participation du MNA à la table des négociations, ainsi que le 5 juillet de la même année, où une grève générale déclenchée par le FLN/ALN sera suivie sur l'ensemble du territoire national, contre la partition de l'Algérie soulevée par la délégation française lors des négociations avec son homologue algérienne. Les militants de la Fédération de France du FLN ne tarderont pas à emboîter le pas, un certain 17 octobre 1961, à Paris où les barbouzes du préfet de police, Maurice Papon, avec la bénédiction de de Gaulle, réprimeront une manifestation pacifique. La Seine en était témoin tout en étant gloutonne involontaire de la chair humaine.

Quant au dernier mois de décembre de la guerre de Libération (1961) et le vendredi 15, l'ALN connaîtra la perte d'hommes de valeurs après la découverte, sur dénonciation à ne pas écarter, des PC du secteur 3 et de la région 1 de la zone 3, à Chaoufa (Mekla). L'ennemi utilisera les forces terrestres et aériennes pour venir à bout de la résistance soutenue par le capitaine si Ahmed Amrane dit «Moustache», le sous-lieutenant si Ouakli N'zekri, chef de région, les aspirants Izri Omar dit Omar Atiliw et si Moh Belkas, le secrétaire de région Ali Libdri, dit si Ali Icheriden et deux autres maquisards. Les deux PC se trouvaient à proximité de Lazib de Hand Ath M'hand (Alilèche), dont l'activité de militant de la cause nationale ne cessa qu'avec le cessez-le-feu. Un projet d'érection de stèle commémorative sera d'une importance capitale, pour peu que les autorités concernées y mettent de la volonté. Il en sera de même de celle envisagée à la mémoire du capitaine Halliche Hocine, si Mohand Arab dit «Moustache» et de leurs compagnons tombés au champ d'honneur, le mercredi 7 mars 1962, à 12 jours de la proclamation du cessez-le-feu. En conclusion, nous verrons que les graines jetées en terre par les bras robustes, le 1^{er} novembre 1954, d'une poignée d'hommes imprégnés d'une conscience aiguë et d'une noble vision d'unité nationale ont donné de riches moissons qui doivent profiter à tout le peuple et à toutes les régions du pays, sans en oublier un pouce. Mais faut-il encore lutter contre toute forme de division dont le trytique «arabité, islamité, amazighité» est le plus exécrable du fait que chacun des termes est en pleine contradiction avec les valeurs véhiculées par l'esprit de novembre et de la plateforme de la Soummam. L'algérianité, la laïcité et la citoyenneté sont à forger et à promouvoir pour consolider l'unité nationale et la cohésion sociale. Mais passer de théos à logos suppose un enseignement de qualité, en mesure d'amener l'élève et son maître à une communion de réflexion et d'idées. Alors et alors seulement, le terme «laïcité» ne sera plus un effroyable monstre et reprendra sa véritable signification dans une gouvernance idéale où le trait de séparation du champ politique et religieux sera clair et dénué de toute équivoque de tout tabou.

«Allah lâ yughayru mâ bî qawmin, ilâ yughayru mâ bi nefsi-hi».

«Dieu ne transforme une nation que si celle-ci ne la fasse elle-même.»

O. A.-A.

ANNEXE n°1 : Extrait de la lettre d'Imache Amar «Ô peuple vaillant et malheureux, seras-tu donc éternellement victime de la naïveté et de la crédulité ? Tu te trouves égaré, alors que ta route est largement tracée ? Tu ne t'aperçois donc pas qu'on t'a fait faire demi-tour ? On t'a tiré du fétichisme, du fanatisme et tu verses dans un autre plus dangereux. On t'a réveillé de l'idolâtrie, on t'a conseillé de tout voir, tout comprendre, tout contrôler et tu tombes à genoux en extase devant de nouvelles idoles ! Tu oses prêter une vertu divine, même aux poils de barbe ? Tu te demandes maintenant pourquoi tout est saccagé, détruit, sans t'apercevoir que c'est toi qui as fourni le matériel aux démolisseurs, et monté la garde pour empêcher qu'on les dérange ?

Tu te demandes pourquoi nous sommes désunis ; c'est pourtant chez toi qu'on raconte la légende de la bête noire, oui, le bœuf noir qui déparait ses frères.»

ANNEXE n°2 : Extrait du rapport d'Abane Ramdane

(CNRA, session août 1957) «Pour ce qui est du caractère islamique de la future République algérienne, le CCE considère que c'est là un argument démagogique auquel ne croient même pas ses auteurs. Les frères de la Santé n'ont pas été les seuls à contester les décisions du congrès. Il y aurait aussi Mahsas qui avait été désigné par Ben Bella comme responsable de la base à Tunis. Le congrès avait désigné Mezhoudi et Benaouda pour se rendre à Tunis afin de clarifier la situation et activer l'envoi des armes. Dès leur arrivée, ils se heurtèrent à Mahsas qui était déjà maître de la situation. Ce dernier, non seulement conteste les décisions du congrès mais entreprend un travail de sape et dresse les éléments des zones frontalières (Souk Ahras, Aurès-Nemmenches) contre le Congrès et le CCE. Le résultat est que les armes sont bloquées. Il s'ensuit une lutte anarchique entre Algériens. Ces agissements atteignent dangereusement le prestige du FLN auprès des autorités tunisiennes qui tiennent compte de la situation à leurs frontières. La réaction de la délégation à l'extérieur tant

au Caire qu'à Tunis, une lettre officielle du CCE au gouvernement tunisien et enfin l'arrivée d'Ouamrane devaient isoler Mahsas qui parvint cependant à fuir. La situation est aujourd'hui complètement rétablie et un tribunal militaire vient de clore la crise Mahsas en prononçant 13 condamnations à mort dont deux par contumace (Mahsas et Ben Boulaïd Omar)».

ANNEXE n°3 : Extrait du rapport d'Abane Ramdane (CNRA, session août 1957) : «Chacun de nous devra faire son examen de conscience. Des sommes énormes sont dilapidées par nous à l'extérieur. L'esprit d'économie n'existe chez aucun d'entre nous. Nous vivons dans des palaces et au moindre de nos déplacements, nous louons un taxi, des voyages inutiles et onéreux sont effectués par les nôtres. Tous les jours, des millions sont ainsi gaspillés alors que le peuple dans certaines régions, comme à Ténès par exemple, mange de l'herbe. Nous reviendrons sur cette question dans les perspectives d'avenir.»

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA DE BOGHNi
COMMUNE D'ASSI-YOUCEF
AVIS DE RECRUTEMENT

Un recrutement par voie de concours sur titre sera organisé par la commune d'ASSI-YOUCEF au titre de l'année 2012

Emploi	Nbre de postes	Titre exigé	Lieu d'affectation éventuellement
- Administrateur Territorial	02	- Parmi les candidats titulaires d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un titre reconnu équivalent, dans les spécialités suivantes : Sces juridiques et administratives, Sces économiques, Sces financières, Sces de gestion, Sces politiques et relations internationales, sociologie, psychologie, Sces de l'informtion et télécommunication, Sces islamiques.	Services Communaux
- Technicien supérieur en informatique	02	- Parmi les candidats titulaires du diplôme de technicien supérieur en informatique ou d'un titre reconnu équivalent	Services Communaux

DOSSIER A FOURNIR
1) Une demande manuscrite.
2) Un extrait de naissance.
3) Copie conforme au diplôme.
4) Justification vis-à-vis du service national.
5) Certificat du casier judiciaire n° 03 datant moins de 03 mois.
6) Deux certificats médicaux (médecine générale et phtisiologie).
7) Eventuellement une copie certifiée conforme de l'extrait des registres communaux des membres de l'A.L.N/OCFLN et enfants ou veuves de chahid.
8) Certificats de travail (contractuel ou employé dans le cadre du DAIP).
9) Relevé de notes de la dernière année des études supérieures.
10) Deux (2) enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat.

Les dossiers seront déposés dans un délai de 20 jours à compter de la date de publication du présent avis ou adressés à Monsieur le Président de l'APC d'ASSI-YOUCEF 15431.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale

Anep n° 955 089 - Le Soir d'Algérie du 22/12/2012

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE MEDEA
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

N° d'immatriculation fiscale de la Direction des ressources en eau de la wilaya de Médéa : 001.2601.9004553

Conformément aux dispositions de l'article 49 du décret présidentiel N° 10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics, la Direction des **ressources en eau** de la wilaya de Médéa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national restreint paru dans la presse nationale «*Le Soir d'Algérie* du 30/09/2012 et *El-Méhouar du 03/10/2012*» relatif à la réalisation des travaux du projet :

Réparation des dégâts causés par les intempéries au réseau d'AEP de Tablat
Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

Désignation des travaux	Entreprise attributaire + NIF	Note technique	Montant de l'offre	Délai	OBS
Réparation des dégâts causés par les intempéries au réseau d'AEP de Tablat	E.T.H DAHMANE BAKHTI BERROUAGHIA NIF : 195526470008922	42	6.515.189.46 DA	06 Mois	Moins disant

Les soumissionnaires intéressés par les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher des services de la Direction des ressources en eau de la wilaya de Médéa pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation technique et financière au plus tard trois (03) jours à compter de la date de publication du présent avis d'attribution provisoire dans la presse nationale ou le BOMOP conformément à l'article 125 du décret n° 10/236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Médéa dans un délai de dix (10) jours à compter de la première date de publication du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP, conformément à l'article 114 du décret présidentiel n° 10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics.

Anep n° 955 137 - Le Soir d'Algérie du 22/12/2012